Services de garde d'enfants

M. Crosby: Monsieur le Président, je ne sais pas combien de temps a duré ce discours, mais il a certainement dépassé les limites d'une question. J'hésite à faire perdre du temps à la Chambre pour y répondre, mais je vais quand même essayer de donner une réponse.

J'ai écouté la députée avec attention et je pense parfois qu'elle et ses collègues néo-démocrates, non seulement à la Chambre, mais aussi dans tout le pays, ne veulent pas résoudre ces problèmes. Ils veulent qu'il y ait de la pauvreté. Ils en vivent. C'est comme ça qu'ils se font élire. Si la pauvreté était éliminée, eux aussi disparaîtraient. Ils seraient rayés de la surface de la terre. Ils n'auraient plus rien à dire. Ils ne veulent pas résoudre les problèmes liés aux services de garde. Si tous ceux qui veulent une place ne peuvent en obtenir, fermez la garderie. Laissez-les dans la rue. S'ils sont là, la télévision s'empare du sujet et le NPD fait des siennes à la Chambre.

Si c'est votre attitude, opposez-vous au projet de loi parce qu'il n'est pas exactement conforme à vos désirs. Si vous voulez empêcher les gens de se prévaloir des services de garderie, si vous voulez empêcher les enfants de recevoir de meilleurs services, torpillez le projet de loi. Critiquez-le. Plaignez-vous-en. Inquiétez-vous de la couleur de la couverture du rapport. Faites-en tout un plat. Argumentez et contestez et opposez-vous à la marche du progrès, si c'est ce que vous voulez faire, mais vous devrez le faire ouvertement et vous serez montrés du doigt. Les gens de la Nouvelle-Écosse ont découvert votre stratagème, et bientôt tous les Canadiens en feront autant.

Vous prospérez grâce aux misères d'autrui. Vous vous proposez de nationaliser la pauvreté pour l'éliminer, mais ce n'est pas la bonne façon. C'est dans la rue qu'il faut aller pour lutter contre elle. Il faut aussi lutter contre elle dans les institutions. Il faut que le système serve de tremplin, il ne faut pas le dénigrer, ni trouver à redire aux solutions présentées. Nous cherchons à résoudre le problème. Vous tentez de nous en empêcher.

[Français]

La présidente suppléante (Mme Champagne): La période des questions et commentaires est maintenant terminée. Le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) a maintenant la parole.

[Traduction]

M. Mike Cassidy (Ottawa—Centre): Madame la Présidente, je voudrais remercier le député d'avoir diverti la Chambre de ses commentaires et de ses suggestions et, quand il nous quittera—ce qui pourrait fort bien lui arriver après les élections—je lui suggère de se trouver un emploi chez Skit Row sur la rue Elgin, dans ma circonscription.

Je voudrais vous rappeler que, depuis cinquante ans, le Nouveau parti démocratique et le CCF ont toujours été à l'avant-garde de la lutte pour les réformes sociales. C'est le CCF qui a mené la lutte pour l'instauration de régimes convenables de pensions, d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation. C'est un gouvernement NPD qui a introduit l'assurance-hospitalisation et l'assurance-santé en Saskatchewan. Au contraire, le parti conservateur, appuyé par ses alliés et ses amis du monde des affaires, s'y est toujours opposé et n'a jamais cessé

de protester contre ces mesures sociales progressistes, de les critiquer, de s'en plaindre et de les combattre par tous les moyens possibles. Je pourrais remonter au XIX^e siècle . . .

M. Crosby: Vous y êtes déjà.

M. Cassidy: . . . où des gens comme le député prétendaient que nous ne pouvions pas légiférer pour interdire le travail des enfants. La Grande-Bretagne ne pouvait pas se le permettre, selon eux, ni nous non plus. Il est temps que nous ayons un gouvernement qui satisfasse les besoins des Canadiens ordinaires et de leurs familles. Le projet de loi C-144 qui est à l'étude ne répond pas à ces besoins. La preuve: chacun des 40 groupes qui ont comparu devant le comité législatif s'y est opposé. Ils en ont clairement dénoncé les lacunes et les imperfections.

Le député qui vient de parler au nom du parti progressiste conservateur—je me demande pourquoi il s'appelle ainsi—a avoué que ce projet de loi était mauvais et peu efficace. Il nous a demandé, cependant, de ne pas le critiquer, mais plutôt de l'accepter et de l'essayer pour voir ce qu'il donnerait, quitte à essayer de faire mieux dans cinq ou dix ans.

Nous avons pris assez de temps et reçu assez de conseils pour pouvoir faire mieux dès maintenant. Voilà pourquoi le NPD s'oppose à ce projet de loi. Voilà pourquoi nous sommes si mécontents et si furieux de la façon dont le gouvernement pilote ce projet de loi.

[Français]

Le gouvernement est au pouvoir depuis maintenant quatre ans. Il a été élu avec une vaste majorité, le 4 septembre 1984, et il a eu beaucoup de temps pour mettre en place un plan pour le financement et l'expansion d'un système de garderies au Canada. Depuis 1976, madame la Présidente, la proportion des mères ayant des enfants de moins de trois ans, qui sont actives dans la force ouvrière, est passée de 30 p. 100 à 60 p. 100. Madame la Présidente, si on tient compte de toutes les mères de famille qui font partie de la force ouvrière, qui ont des enfants qui ne fréquentent pas l'école à plein temps, on arrive à un chiffre de 75 p. 100 actuellement. Il y a donc là un besoin important en services de garderie, besoin qui n'est pas du tout comblé à cause des mesures inadéquates proposées par le gouvernement conservateur.

Pour ma part, madame la Présidente, je suis déçu de la façon dont le gouvernement a présenté ce projet de loi. Élu il y a quatre ans, au lieu de lancer le projet de réforme sociale en termes d'implantation d'un système national de garderies, le gouvernement a choisi d'utiliser des trucs, des moyens de reporter les délais. Il a mis en place un comité spécial sur les garderies qui, il est vrai, a entendu beaucoup de témoignages, a voyagé partout au pays, mais les recommandations faites par les familles, par les Canadiens et les Canadiennes, ont été ignorées, à un point tel que lorsque le projet de loi C-144 a été présenté, en août 1988, ce projet de loi était déjà contesté par les 40 groupes qui ont eu la chance de témoigner devant ce Comité puisque deux jours seulement ont été consacrés aux audiences.